

À LA UNE

DROITS DE L'HOMME

Liban : La jeune génération s'engage à sensibiliser l'opinion publique à l'affaire des disparus

Par Wafia ADOUANE | jeudi, juin 14, 2012



Ghazi Aad, porte-parole de Solide, répondant aux questions des guides du Collège Notre-Dame de Jamhour.

Une exposition du travail effectué par des élèves de différentes écoles sur la cause des disparus a été organisée récemment au palais de l'Unesco. Ces ateliers sont une initiative de l'ONG Act for the Disappeared.

L'association Act for the Disappeared (Action pour les personnes portées disparues) a organisé récemment au palais de l'Unesco une exposition du travail artistique et journalistique réalisé par des lycéens sur la question des enlèvements forcés.

Cette initiative a pour but d'engager la jeune génération à sensibiliser la société civile à la cause des disparitions durant la guerre civile. Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Lebanon's Youth and the Disappeared : Towards a Real National Reconciliation » (Les jeunes du Liban et les disparus : vers une véritable réconciliation nationale), financé par la Fondation pour le futur (FFF), basée en Jordanie. Ce projet vise à promouvoir la réconciliation nationale à travers le développement des expériences partagées sur la question des disparus.

Selon les organisateurs, tout a commencé par des sessions de sensibilisation à la cause des détenus et disparus dans différentes écoles. Au total, 200 élèves ont suivi les sessions de formation préalable au sein de leur école, à savoir Choueifat Official Secondary School, le Lycée officiel de jeunes filles de Furn el-Chebback, le Collège Notre-Dame de Jamhour (les scouts), l'école de Bchamoun et NPA Vocational Training School du camp Mar Élias.

Quelque 88 jeunes, âgés entre 15 et 19 ans, ont bénéficié ensuite d'une formation sur cette question au siège de l'association. Cette formation a pris la forme d'ateliers animés par des professionnels dans différentes catégories : photographie, journalisme, vidéo-reportage et film d'animation. Dix ateliers ont été animés afin de donner aux participants des moyens pour s'exprimer à leur manière. « Cela m'a beaucoup touchée, souligne une des participantes. Étant mineure, mon âge ne me permet pas de m'engager. Une fois majeure, je m'engagerai dans cette cause humaine », affirme-t-elle.

Dans le même contexte, l'association Act for the Disappeared organisera, ce soir, au ministère du Tourisme, une installation artistique intitulée « 17 000 ». Elle exposera, entre autres, les témoignages des jeunes universitaires formés sur la question et sur les techniques permettant de faire des entretiens. Cet événement s'inscrit dans le cadre du projet « Histoire orale », financé par l'ambassade de Suisse.

Ghazi Aad, porte-parole de Solide (Soutien aux Libanais en détention et en exil), souligne, à l'occasion de cette exposition, que « nous militons depuis longtemps pour la libération des citoyens libanais arbitrairement détenus dans les prisons syriennes, en organisant des rencontres et des manifestations, mais sans résultat ». Et d'ajouter que « cette fois-ci, nous avons inclus la nouvelle génération pour soutenir notre cause légitime ». « Par cette démarche, nous visons la continuité du combat en transmettant un message aux nouvelles générations afin que notre souffrance ne se répète pas », explique-t-il.

Une souffrance qui se poursuit

Dans l'attente d'une réaction des autorités, la souffrance des familles des personnes portées disparues durant la guerre civile se poursuit. Aucune solution, voire aucune tentative de résoudre ce problème humain compliqué. Peut-on imaginer vivre sans une personne très chère durant plus de trente ans sans avoir de ses nouvelles ? Certes, la réponse est « impossible ». Malheureusement, c'est le cas des milliers de familles des disparus qui ont perdu leurs proches depuis si longtemps.

Le drame, c'est qu'au moment où les autorités libanaises appellent à une réconciliation nationale, elles tournent le dos à toutes ces familles en les laissant dans l'inconnu. En effet, des milliers de personnes ont disparu au cours de la terrible guerre civile entre 1975 et 1990 et n'ont jamais reparu. Depuis, leurs proches vivent dans une souffrance continue. Selon Solide, plus de 17 000 personnes sont portées disparues et pas moins de 280 sont détenues dans les prisons syriennes. Les autorités libanaises sont appelées, plus que jamais, à prendre rapidement des mesures pour résoudre ce problème des disparitions forcées et mettre fin à cette tragédie humaine. « Que des promesses depuis longtemps pour la mise en place d'une commission nationale d'enquête chargée de déterminer le sort de tous les disparus. Jusqu'à aujourd'hui, rien de concret n'a été entrepris pour mettre fin aux souffrances prolongées des familles et calmer leur douleur », déplore M. Aad avec amertume. Avant de poursuivre : « En tout cas, l'espoir est permis. Nous attendons impatiemment le ministre de la Justice pour qu'il transmette le projet de loi au Conseil des ministres le plus tôt possible afin de régler ce dossier sensible. »

Les familles présentes à cette exposition déplorent l'indifférence des autorités. Entre l'espoir et le désespoir, peu importe le prix, les familles des disparus rencontrés restent déterminées à découvrir le sort de leurs proches. « Au moins connaître le lieu où ils sont enterrés, dans le pire des cas », confient-elles.

C'est le cas de Mme Majida Bachacha, qui a perdu son frère, Ahmad Hassan Bachacha. « Je ne sais absolument rien à part qu'Ahmad a été enlevé à Beyrouth en 1976, à cette époque il n'avait que 19 ans, et depuis, nous n'avons plus de ses nouvelles », assure cette femme au visage marqué par la misère. Majida a perdu sa mère à cause de la disparition d'Ahmad. Toutefois, elle garde l'espoir de le retrouver un jour, d'autant que « quelques prisonniers libérés affirment qu'Ahmad est détenu dans une prison syrienne », relate-t-elle.

Ce cas n'est pas isolé. Il existe des milliers d'autres cas pareils ! Des familles qui ignorent toujours le sort de leurs proches. Mme Lina Jaeda, pour sa part, indique que « sa famille vit une situation, notamment morale, très difficile depuis la disparition de son père et de son cousin en 1985 ». « La seule chose qu'on sait, c'est qu'ils ont été enlevés le même jour avec quarante autres personnes », confie-t-elle. Quant à Mme Wadad Halwani, présidente du Comité des parents des personnes enlevées ou disparues au Liban et présidente d'un réseau international des disparus, elle affirme qu'elle a perdu son mari depuis trente ans sans avoir aucune trace de lui. Elle indique que « cette question centrale se pose dans tous les pays qui ont vécu des conflits pareils ». « Les autorités doivent entamer des investigations approfondies et indépendantes afin de résoudre ce problème, insiste-t-elle. Quand les responsables n'entreprennent aucune action, il est impossible de trouver une issue. » Ainsi, « la classe politique est appelée à assumer pleinement son rôle et à avancer des propositions pour mettre en place des mécanismes adéquats afin d'établir la vérité et la justice pour les disparus du Liban », souligne-t-elle en conclusion.